



**Arrêté n°2025 SGAD/BE-227 en date du 10 décembre 2025**

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-225 en date du 5 août 2011 modifiant et complétant l'arrêté n° 98-D2/B3-104 du 26 mai 1998 autorisant monsieur le directeur de la société Johnon Screens SAS à exploiter, sous certaines conditions, zone industrielle des Varennes, communes d'Availles-en-Châtellerauld, un établissement spécialisé dans la fabrication de matériels de forage, de composants pour la pétrochimie et de matériels de filtration, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

AIOT n°0007201578

LE PRÉFET DE LA VIENNE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14, L. 513-1, R. 181-45, R. 181-46, R. 513-1 et R. 515-58 à R. 515-84 ;

**Vu** le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

**Vu** le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 98-D2/B3-104 du 26 mai 1998 autorisant monsieur le directeur de la société Johnson Filtration Systems à exploiter, sous certaines conditions, zone industrielle des Varennes, communes d'Availles-en-Châtellerauld, un établissement spécialisé dans la fabrication de matériels de forage, de composants pour la pétrochimie et de matériels de filtration, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-225 en date du 5 août 2011 modifiant et complétant l'arrêté du 26 mai 1998 susvisé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2020-DCPPAT/BE-249 en date du 1<sup>er</sup> septembre 2020 modifiant et complétant l'arrêté du 26 mai 1998 susvisé ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 en date du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant par courrier du 2 septembre 2025 ;

**Vu** le rapport de synthèse et les propositions de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral qui a été notifié à l'exploitant le 27 novembre 2025 ;

**Vu** les observations de l'exploitant au projet d'arrêté formulées par courrier en date du 9 décembre 2025 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle au sens du II de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande de modification des conditions d'exploitation n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs ;

**Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 EXPLOITANT**

Les dispositions applicables à la société Johnson Screens SAS, dont le siège social est situé zone industrielle des Varennes 86530 Availles-en-Châtellerault, pour l'établissement qu'elle est autorisée à exploiter sur le même site, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

**ARTICLE 2 CARACTÉRISTIQUES DES INSTALLATIONS**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique et critère de classement	Nature de l'installation	Capacité maximale autorisée
2560 1	E	Travail mécanique des métaux et alliages 1. Supérieure à 1 000 kW	Outils de travail des métaux dont : • table de découpe • tronçonneuses MAPE, RAVNI et STONE • refendeuse AMS	1 565 kW

2565 2.a	E	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Bain de dégraissage de 3 300 l Bain de décapage de 11 550 l	14 850 l
-------------	---	--	--	----------

E (Enregistrement)

»

### ARTICLE 3 ARRÊTÉ APPLICABLE

Les dispositions du chapitre 1.7 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2011 susvisé sont complétées par la référence au texte suivant :

«

09/04/19	arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
----------	---

»

### ARTICLE 4 CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

N° de conduit	Installations raccordées
1	Table de découpe
2	Tronçonneuse MAPE, RAVNI et STONE et refendeuse AMS
3	Installation de traitement de surface

»

### ARTICLE 5 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en m³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	8	0,46	14609	20,1
2	9	0,8	22000	15
3	9,6	0,55	9050	11

»

### ARTICLE 6 SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2011 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

«

Pour le conduit 3 l'exploitant met en œuvre la surveillance des rejets dans l'air telle que prescrite par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, notamment les dispositions de l'article

57 relatives aux valeurs limites en concentration et de l'article 58, relatives à la surveillance annuelle des émissions.

»

## ARTICLE 7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

## ARTICLE 8 PUBLICATION

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie d'Availles-en-Châtellerauld, et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie d'Availles-en-Châtellerauld pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne.
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pour une durée minimale de quatre mois.

## ARTICLE 9 APPLICATION

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire d'Availles-en-Châtellerauld ainsi qu'à la société Johnson Screens SAS.

Poitiers, le 10 décembre 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Murièle BOIREAU